

BURUNDI

SUIVI DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Photo: ©OCHA

Ce rapport est produit en collaboration avec les organisations intervenant dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

2021 Janvier
à
juin

Plan de Réponse Humanitaire

RAPPORT DE SUIVI PÉRIODIQUE

Le rapport de suivi périodique est produit en collaboration avec les sept secteurs humanitaires actifs au Burundi. Il présente les progrès réalisés à travers une analyse qualitative et quantitative des indicateurs de résultats dans le plan de réponse humanitaire du Burundi. Ce rapport couvre la période de janvier à juin 2021.

Le contexte

En 2021, l'analyse de besoins humanitaires a identifié 2,3 millions de personnes dans le besoin d'assistance humanitaire. Pour répondre aux besoins de ces personnes, les partenaires humanitaires ont élaboré un plan de réponse multisectorielle pour assister 1,1 million de personnes vulnérables (personnes déplacées internes, rapatriés, et autres catégories de la population vulnérables affectées par les urgences y compris, les communautés d'accueil, les victimes de catastrophes naturelles non déplacées, les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les personnes vivant avec handicap etc.).

Le rapport

Ce rapport présente les réalisations rapportées par les secteurs opérationnels (Abris et Articles Non-Alimentaires, Eau, Hygiène et Assainissement, Education, Nutrition, Protection, Santé et Sécurité Alimentaire) pour la période allant de janvier à juin 2021.

A la fin du mois de juin 2021, à travers les interventions du plan de réponse humanitaire, les acteurs humanitaires ont assisté 354 133 personnes (33,5% de la cible) avec un soutien financier rapporté de 12,9% du total requis. Cette performance a été rendue possible grâce à des financements humanitaires qui n'ont pas encore été rapportés via l'outil de suivi de financement (FTS).

Le pourcentage des réalisations des secteurs est une estimation réalisée par le calcul de la moyenne géométrique des niveaux de réalisations de l'ensemble des indicateurs sectoriels.

Le rapportage se fait à travers l'outil de planification et de suivi de la réponse, plus connu sous son appellation anglaise, Response Planning and Monitoring (RPM).

Chaque secteur est responsable de la qualité et la validité des données rapportées.

Le système de suivi du plan de réponse

Le cadre stratégique est au cœur du plan de réponse humanitaire (HRP). Il fournit un cadre logique qui guide la mise en œuvre du HRP à la fois à un niveau stratégique (avec des objectifs stratégiques intersectoriels) et à un niveau plus opérationnel (avec des objectifs sectoriels, des activités et des indicateurs de résultat).

L'outil RPM gère le suivi du cadre stratégique aux niveaux intra et intersectoriel. Ainsi, il fournit à l'Équipe Humanitaire Pays un service essentiel pour soutenir le cycle de programmation humanitaire.

Le RPM propose également un processus en ligne aux coordinateurs de secteur pour gérer le cadre stratégique de leur réponse sectorielle et permet la consolidation du cadre intersectoriel.

Notons que le niveau de financement par secteur reflète les informations fournies par les bailleurs de fonds ou les organisations bénéficiaires au service de suivi financier (ou le Financial Tracking Service, FTS) qui couvre également la période de janvier à juin 2021.

TABLE DES MATIÈRES

04 Aperçu des Réalisations

- 05 Cartographie des réalisations clés
- 06 Réalisations intersectorielles

07 Réalisations des secteurs

- 08 Abris et Articles non alimentaires
- 11 Eau, Hygiène et Assainissement
- 14 Éducation
- 17 Nutrition
- 20 Protection
- 26 Santé
- 28 Sécurité alimentaire

31 Annexe

- 31 Acronymes

APERÇU DES RÉALISATIONS



12,9%
Financés

Sur les \$195 millions requis



33,5 %
Atteints

Sur les 1,06 million de personnes ciblées



2,30M

PERSONNES DANS LE BESOIN



1,06M

PERSONNES CIBLÉES



67

PROJETS DANS LE HRP



57

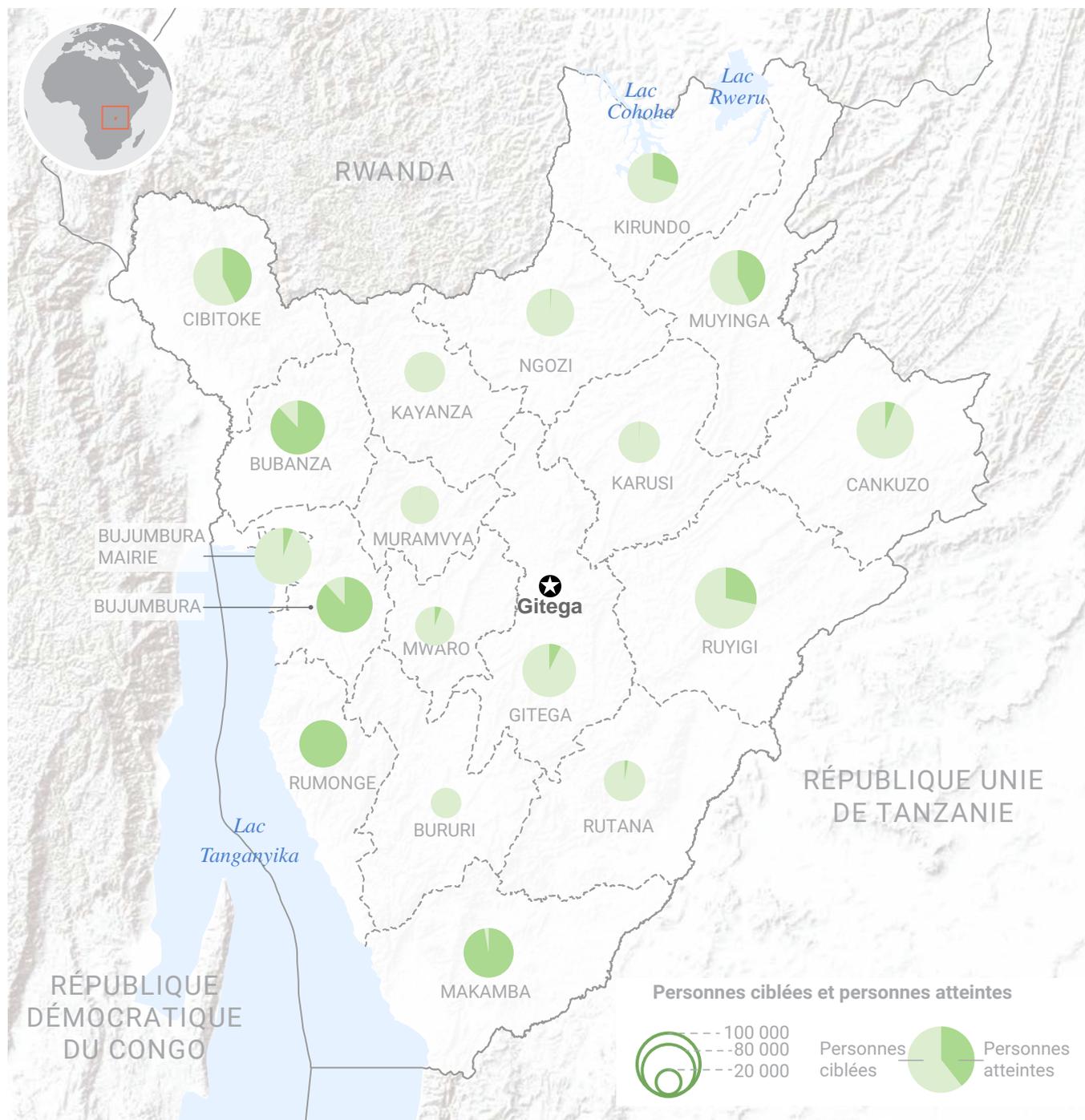
PARTENAIRES DANS LE HRP

CLUSTER	BESOIN DE FINANCEMENT (en million)	% FINANÇÉ au 30 juin	PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES HRP	PERSONNES ATTEINTES HRP	PERSONNES ATTEINTES HRP et hors HRP
 Réponse aux réfugiés	54,2M	1,30%	95K	95K	82,6K	82,6K
 Réponse aux rapatriés	36,2M	0,00%	142K	142K	41,8K	41,8K
 Sécurité alimentaire	25,8M	47,6%	2,0M	737K	354K	355K
 Protection	21,5M	2,90%	450K	298K	41,1K	119K
 Abris et Articles non alimentaires	16,3M	3,60%	248K	177K	20,0K	27,3K
 Nutrition	14,1M	43,2%	704K	478K	175K	313K
 Eau, hygiène et assainissement	10,8M	7,00%	541K	541K	101K	101K
 Santé	7,5M	17,0%	578K	269K	4,86K	4,86K
 Éducation	5,1M	25,5%	157K	157K	16,2K	55,9K
 Coordination	1,8M	39,2%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
 Logistique	1.3M	0,00%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet

*Les explications sur les réalisations et le financement de chaque secteur sont à trouver dans la partie des réalisations sectorielles des secteurs respectifs.

CARTOGRAPHIE DES RÉALISATIONS CLÉS

AU 30 JUIN 2021



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

1. Réalisations intersectorielles

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET INDICATEURS

Pour répondre aux besoins identifiés à l'issue de l'analyse des besoins humanitaire (HNO), la communauté humanitaire, en consultation avec la partie gouvernementale, a formulé trois (3) objectifs stratégiques qui permettraient de répondre efficacement et de manière coordonnée.

Objectif stratégique 1 (S01) : La morbidité et l'extrême vulnérabilité sont réduites pour 606k personnes ciblées afin d'atténuer leur souffrance et renforcer leur résilience.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
D'ici fin 2021, la survie des 452 110 personnes vulnérables (PDI, rapatriés et autres personnes vulnérables) ou victimes de catastrophes naturelles est protégée par un accès à l'eau potable, aux soins de santé et aux abris/ANA pour limiter rapidement la propagation des maladies d'origine hydrique et préserver leur santé mentale et physique	452 110	160 895	36%
D'ici fin 2021, particulièrement dans les provinces du nord et de l'est, les besoins essentiels en santé, WASH, alimentation et nutrition de 737 000 personnes dont des PDI, rapatriés et populations hôtes vulnérables, y compris les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et les enfants malnutris ou à risque de malnutrition, sont couverts par une prise en charge médicale et nutritionnelle ainsi que d'une assistance en vivres	737 000	354 133	48%
D'ici fin 2021 et dans l'ensemble du pays, la vie et les droits des 297 947 survivants de VBG et d'autres violations de droits sont préservés.	297 947	41 136	14%

Objectif stratégique 2 (S02) : Un accès amélioré à l'assistance et aux services est fourni à 423k personnes ciblées afin de réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Pour renforcer l'environnement protecteur, prévenir la propagation des maladies et garantir un accès équitable aux services de qualité pour tous, d'ici fin 2021, au moins 1,06 million de personnes (PDI, rapatriés et autres catégories de populations affectées par les urgences), reçoivent une assistance pour accéder aux services de protection et aux services sociaux de base y compris au WASH, à l'éducation à la santé.	1 058 332	206 348	20%
Pour prévenir la malnutrition, répondre aux besoins essentiels et faciliter leur réintégration, d'ici fin 2021, au moins 220 000 personnes (PDI, rapatriés et les autres catégories de populations) affectées par les urgences reçoivent une assistance alimentaire et en moyens d'existence ainsi qu'en Abris/ANA, y compris sous forme de transferts monétaires.	220 000	173 041	79%
Pour mieux préparer les populations aux chocs et y faire face, d'ici fin 2021, les capacités des 540 678 PDI, rapatriés et les autres catégories de populations affectées catastrophes naturelles et d'autres urgences sont renforcées.	540 678	998	0,2%

07 RÉALISATIONS DES SECTEURS*

08	Abris et Articles non alimentaires
11	Eau, Hygiène et Assainissement
14	Éducation
17	Nutrition
21	Protection
26	Santé
28	Sécurité alimentaire

* Les réalisations sont présentées par objectif sectoriel et par indicateur de suivi de la réponse. Seuls les indicateurs pour lesquels des réalisations ont été rapportées sont intégrés à ce document.

ABRIS ET ARTICLES NON ALIMENTAIRES

 PERSONNES CIBLÉES 177k sur 248,3k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 20,0k* sur 177k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 5	 FINANCEMENT au 30 juin 2021 3,6% reçu sur \$16,3M requis

* Le secteur a assisté 20 033 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 7 250 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 27 283 personnes.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Assurer à temps une réponse d'urgence digne, équitable et sécurisée en Abris et Articles Non Alimentaires pour 173 809 personnes affectées par des chocs	173 809	25 473	18 223	10,5%
OS 2	Améliorer la qualité des abris pour 91537 personnes vulnérables en garantissant à la fois l'utilisation de matériaux durables et la prise en compte de la réduction et d'atténuation des risques de catastrophes au travers de l'application de bonnes pratiques de construction d'abris pour une meilleure résistance aux prochains chocs	91 537	1 810	1 810	2,0%

2. Réalisations

Le secteur Abris/ANA dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire a identifié une cible de 177 000 personnes à assister au cours de l'année 2021 dans l'ensemble du pays. Au cours du premier semestre de l'année 2021 (janvier à juin), le secteur a apporté une assistance à 27 283 personnes vulnérables. 81% de l'assistance du secteur a été fournie aux personnes affectées par les catastrophes naturelles principalement les inondations et 19% aux rapatriés. L'assistance en abris/ANA a ciblé en priorité les personnes à besoin spécifique parmi les populations vulnérables afin de leur faciliter l'accès aux activités développées par le secteur au cours de la période. La participation des bénéficiaires à la réponse humanitaire apportée par le secteur s'est fait à plusieurs niveaux :

- Une consultation initiale lors des évaluations des besoins au cours desquelles, les bénéficiaires étaient appelés à partager les informations sur leurs besoins et les priorités selon les besoins identifiés.
- Lors de la livraison de l'assistance. En effet, des comités sont mis en place composés des bénéficiaires et des autorités locales qui appuient les processus d'identification des bénéficiaires

et de validation des listes. Lors des distributions, les personnes à besoin spécifique notamment, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes en situation d'handicap et les enfants chefs de ménages sont prioritaires pour recevoir l'assistance afin de ne pas rester longtemps dans les rangs. Pour les constructions des abris, ces personnes à besoin spécifique sont prioritaires et, sont appuyées pour la construction de leur logement.

- Aussi, des mécanismes de plainte sont mis en place tout au long des activités notamment la ligne verte gérée par la Croix-Rouge Burundaise pour faciliter la collecte des feedbacks ou les plaintes confidentielles des bénéficiaires concernant l'assistance apportée.
- Enfin, des évaluations post – intervention ou post-distribution ont été organisées après les activités afin de collecter auprès des bénéficiaires leurs impressions vis-à-vis de l'assistance apportée et de mesurer l'impact des mécanismes de redevabilité mis en place.

Dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2021, le secteur a répondu aux besoins de 20 033 personnes dont 26% ont reçu une assistance au retour et 74% ont reçu une assistance suite aux catastrophes naturelles.

Pour ce premier semestre de l'année 2021, les activités du secteur ont été mises en œuvre principalement dans six provinces. Plus de la moitié de l'assistance (58%) a été donnée dans la province de Bujumbura et 42% dans les cinq autres provinces (Rumonge - 12%, Makamba - 11%, Ruyigi - 9%, Cankuzo - 5% et Muyinga - 5%). 30% de l'assistance s'est faite à travers les transferts monétaires.

Concourant à l'atteinte des objectifs sectoriels Abris/ANA pour le HRP 2021, les activités suivantes ont été mises en œuvre au cours de cette période de rapportage:

- Appui à la location des maisons octroyé à 8 416 personnes dans les provinces de Bujumbura, Cankuzo, Muyinga et Ruyigi.
- Fourniture d'abris d'urgence à 754 personnes, des abris semi-permanents à 870 personnes et appui à la réparation des maisons endommagées à

1 056 personnes.

- Distribution d'articles non alimentaires à 8 816 personnes.

Aussi, les partenaires du secteur ont mené des activités complémentaires en lien avec la sécurisation foncière (accès à des titres de propriétés), ont renforcé des capacités dans les régions sur les techniques de construction avec une approche de réduction de risques de catastrophes et ont soutenu la coordination des sites.

Pour ce premier semestre de 2021, 11,3% de la population ciblée par le secteur dans le cadre du HRP a été atteinte. Ce faible pourcentage de réalisation à mi-parcours de la mise en œuvre du HRP pour le secteur est principalement dû à une inadéquation entre les besoins humanitaires identifiés et la disponibilité des financements pour répondre efficacement à ces besoins. En effet, le manque de financement impacte fortement la mise en œuvre des réponses et par conséquent l'atteinte des objectifs sectoriels. Au mois de juin 2021, le secteur n'a reçu que 3,6% du financement requis pour l'année. Cette réalisation a été aussi rendu possible par le report des stocks de l'assistance de l'année 2020.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer à temps une réponse d'urgence digne, équitable et sécurisée en Abris et Articles Non Alimentaires pour 173 809 personnes affectées par des chocs

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de ménages qui ont bénéficié du cash pour la location d'une habitation ou l'appui à leur hébergement	15 193	1 451	1 451	9,6%
Nombre de ménages ayant bénéficié de cash ou de matériaux de construction pour construire un abri d'urgence	3 966	130	130	3,3%
Nombre de ménages ayant reçu des kits d'articles non alimentaires ou du cash pour acheter des articles non alimentaires	3 009	2 770	1 520	50,5%
Nombre de ménages ayant bénéficié de cash ou de matériaux de construction pour construire un abri semi-permanent	15 193	150	150	1,0%
Nombre de ménages ayant bénéficié de cash ou de matériaux de construction pour réparer des maisons	6 969	182	182	2,6%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Améliorer la qualité des abris pour 91537 personnes vulnérables en garantissant à la fois l'utilisation de matériaux durables et la prise en compte de la réduction et d'atténuation des risques de catastrophes au travers de l'application de bonnes pratiques de construction d'abris pour une meilleure résistance aux prochains chocs

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre des femmes, hommes formés sur les techniques de construction	16 881	121	121	0,7%

3. Capacité opérationnelle

Les partenaires humanitaires répondant aux besoins des populations en abris et articles non alimentaires au Burundi sont regroupés au sein du groupe sectoriel Abris/ANA qui est sous le lead gouvernemental du ministère de la Solidarité, des Affaires Sociales, du Droit de la Personne Humaine et du Genre. 10 partenaires du secteur ont contribué aux réalisations pour le premier semestre de 2021 (OIM, World Vision International, Croix-Rouge Burundaise, Christian Aid, PEAB, RCBIF, CNEB, Tearfund, FECABU, OPIRCO) selon la répartition suivante : i) Bujumbura Rural : OIM, World Vision

International, Tearfund, OPIRCO et FECABU ; ii) Cankuzo : OIM ; iii) Makamba : Christian Aid Burundi, PEAB et RCBIF ; iv) Muyinga : OIM ; v) Rumonge : Christian Aid, PEAB, RCBIF, CNEB et OIM et vi) Ruyigi: OIM et Croix-Rouge Burundaise. Avec seulement, 0.59 millions de USD reçus (3,6%) sur les 16,3 millions de USD requis, le secteur a été largement sous-financé pour la période avec un gap de financement évalué à 15,7 millions de USD.

4. Regard vers l'avenir

Le secteur va continuer à plaider auprès des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources nécessaires afin d'apporter une assistance adéquate aux populations cibles affectées par les diverses conditions

humanitaires. Un défi central pour la mise en place des solutions semi-durables pour les déplacés des inondations reste l'identification d'un emplacement de relocalisation.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

 PERSONNES CIBLÉES 541k sur 541k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 101k* sur 541k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 9	 FINANCEMENT au 30 juin 2021 7,0% reçu sur \$10,8M requis

* Le secteur a assisté 100 880 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 5 234 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 100 880 personnes.

1. Objectifs

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Assurer l'accès à l'eau potable et l'assainissement aux 401k personnes vulnérables ciblées dans les zones affectées des maladies hydriques ainsi que dans des zones d'accueil des réfugiés et PDI	401 003	100 880	100 880	25,2%
OS 2	Assurer l'accès aux services d'EHA pour 540k personnes vivant dans les zones à risque des maladies hydriques, zones de grands retours des rapatriés, communautés hôtes et zone des PDI	540 678	5 234	-	-

2. Réalisations

Depuis le début de l'année, l'UNICEF et les autres partenaires sectoriels à savoir - AIDE, Norwegian Church Aid, World Vision International Burundi (WVIB); la Croix-Rouge burundaise et la Protection civile - ont fourni des services WASH d'urgence pour aider les personnes touchées par les inondations à Bujumbura, le déficit hydrique de Kirundo ; les refoulés en province de Ruyigi, et les autres personnes vulnérables dans les zones à risque élevé des épidémies de choléra à Makamba et Bujumbura. Dans le cadre de la prévention Covid-19, 36 écoles ont bénéficié de l'accès à l'eau jusqu'en juin. La Protection civile, la CRB et l'ONG AIDE - ont fourni des services WASH d'urgence pour aider les personnes touchées par les inondations à Bujumbura rural (Gatumba), les personnes touchées par le manque d'eau à Kirundo, les familles menacées par le choléra à Makamba.

En termes quantitatif, 100 880 personnes sur les 401 000 ciblées ont reçu de l'eau potable grâce au transport de l'eau par camions-citernes, à l'approvisionnement en eau potable des ménages par constructions et réhabilitations des points d'eau et au traitement de l'eau à domicile et ont également été touchées par des messages d'hygiène clés tels que

le lavage des mains dans le cadre de prévention des maladies d'origine hydrique et de la Covid-19.

Après la réalisation d'un point d'eau au niveau communautaire, dans les sites des déplacées internes et dans les écoles, un comité de gestion du point d'eau composé de 3 femmes et 2 hommes est régulièrement mise en place pour l'entretien et la bonne gestion et la régulation des bénéficiaires pour éviter des conflits ou violence au point d'eau.

Au total, 25 133 personnes regroupées dans 5 000 ménages les plus vulnérables ont reçu des kits d'hygiène y compris les Kits de dignité pour les filles et les femmes.

Enfin, l'UNICEF et la CRB ont continué à soutenir l'entretien et la gestion sûre des latrines d'urgence installées dans les sites de personnes déplacées à Gatumba, à 25 133 personnes bénéficiaires (6 922 filles, 6 651 garçons ; 5 896 femmes et 5 664 hommes). L'entretien des latrines, des comités d'hygiène sont mis en place suivant les regroupements des ménages autour des blocs latrines partagés. A travers le comité de gestion des sites de Kinyinya II et Maramvya Sobel qui comprend un point focal WASH de la CRB, un

Le système de rapportage est mis en place pour renouveler les approvisionnements des consommables (carburant pour le pompage d'eau, Chlore pour le nettoyage des latrines). Il faudrait également encourager la poursuite de la mise en place des points lumineux par système solaire en collaboration avec le secteur de protection afin d'assurer un accès sûr aux structures sanitaires. Actuellement tous les blocs latrines sont éclairés pour limiter les VBG. Dans la mesure du possible, la construction des sanitaires se fait sur des endroits facilement accessibles et en évitant les escaliers pour faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite.

Les interventions sectorielles WASH sont affectées par la situation du contexte initial du milieu des personnes à assister ainsi que par les faibles capacités financières disponibles. A titre d'exemple, les interventions WASH en province Kirundo n'ont pas été efficaces par manque d'eau dans la zone, contrairement aux interventions de Makamba et Gatumba.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer l'accès à l'eau potable et l'assainissement aux 401k personnes vulnérables ciblées dans les zones affectées des maladies hydriques ainsi que dans des zones d'accueil des réfugiés et PDI

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de femmes, hommes, et des enfants ayant accès à l'eau potable	401 003	100 880	100 880	25,2%
Nombre de femmes, hommes, et des enfants ont accès aux latrines pour réduire leurs vulnérabilités	131 336	25 133	25 133	19,1%
Nombre de ménages affectés ont eu des Kit NFI/WASH	21 889	5 813	5 813	26,6%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Assurer l'accès aux services d'EHA pour 540k personnes vivant dans les zones à risque des maladies hydriques, zones de grands retours des rapatriés, communautés hôtes et zone des PDI

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre d'écoles équipées des dispositifs de lavage les mains au savons	350	39	39	11,1%
Nombre de femmes et hommes sont sensibilisés sur les bonnes pratiques d'hygiènes et d'assainissement	540 678	5 234	-	-

3. Capacité opérationnelle

Les partenaires sectoriels sont présents sur tout le territoire national. Un nombre de 34 partenaires sont enregistrés comme œuvrant dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement. Néanmoins, une grande partie sont des acteurs de développement ce qui justifie les capacités financières limitées pour répondre aux urgences. Si certains acteurs sont disposés à travailler sur le territoire national, d'autres travaillent dans des provinces précises en fonction des programmes de développement. Ils ont été mobilisés pour participer

et contribuer au processus HPC 2021. Ces acteurs contribuent aux interventions à hauteur de leur capacité sous la coordination de l'UNICEF. Il semble important de signaler un faible financement du secteur. Actuellement UNICEF contribue dans le secteur WASH en collaboration avec certains ONG internationales, des ONG locales et le secteur privé. Le secteur WASH intervient sur tout le territoire national à travers les ONG internationales, ONG locales et secteur privé qui peuvent couvrir toutes les provinces au besoin.

4. Regard vers l'avenir

Pour améliorer la réponse en 2021, le secteur WASH va oeuvrer pour assurer la maintenance des ouvrages déjà en place notamment le système d'approvisionnement en eau, et ouvrages d'assainissement disponibles dans les sites des déplacées, et au niveau communautaire. En termes de priorité, le secteur devra rassurer (i) la mise en place des points d'eau potable courante dans les sites et prioritairement dans tous les sites des

personnes déplacées, (ii) le renforcement des capacités des partenaires principalement pour assurer l'accès à l'eau par camion-citerne et (iii) la mise en place et la gestion des stocks de contingence comprenant les matériaux de construction des latrines d'urgence et des latrines d'urgence préfabriquées.

ÉDUCATION

 PERSONNES CIBLÉES 157k sur 157k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 16,2k* sur 157k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 7	 FINANCEMENT au 30 juin 2021 25,5%** reçu sur \$5,1M requis

* Le secteur a assisté 16 246 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 39 676 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 55 922 personnes.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Garantir à 150 662 enfants (dont 80 214 filles) en âge scolaire (3-16 ans), affectés par les mouvements de populations et autres chocs, et aux populations hôtes un accès équitable à une éducation inclusive de qualité et adaptée à leurs besoins socio-émotionnels	150 662	53 662	14 439	9,6%
OS 2	Renforcer les capacités de 6621 personnels éducatifs dans la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence	6 621	2 260	1 807	27,3%

2. Réalisations

Durant le premier semestre de 2021, les réalisations majeures du secteur sont les suivantes.

- 53 662 enfants affectés par les urgences, dont 14 439 ciblés dans le HRP, ont bénéficié de matériels d'apprentissage individuels;
- 15 955 enfants, dont 9 951 ciblés dans le HRP, ont bénéficié de cours de rattrapage ;
- 31 315 enfants ont bénéficié de repas à l'école ;
- 14 357 filles, dont 8 535 ciblés dans le HRP, ont bénéficié de kits de dignité pour la continuité de leur scolarité ;
- 981 personnels de l'éducation, dont 528 ciblés dans le HRP, ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur l'éducation dans les situations d'urgence, y compris la prévention et la gestion des conflits ;
- 1 279 membres des comités de gestion de l'école ont été formés sur l'éducation dans les situations d'urgence, y inclut la prévention et la gestion des conflits ;
- 29 salles de classes ont été réhabilitées.

Les enfants bénéficiant de cours de rattrapage sont principalement des déplacés internes et des rapatriés

tandis que deux tiers des bénéficiaires des matériels individuels d'apprentissage sont d'autres enfants des communautés touchées par des catastrophes naturelles.

De plus, dans l'objectif de prévention et de réponse à la Covid-19 et aux autres maladies liées au manque d'hygiène la majorité des activités ont porté sur le renforcement des mesures d'hygiène et la sensibilisation. Les principales réalisations comprennent

- 704 écoles ont été dotées de dispositifs simples de lavage des mains (seaux, bidons, bassins, savons, etc.) et 36 autres écoles ont été dotées de stations durables de lavage des mains (dispositifs maçonnés). Les travaux d'aménagement de stations de lavage de mains dans 1 200 autres écoles viennent de commencer grâce au financement accéléré du Partenariat mondial pour l'éducation ;
- 444 enseignants ont reçu du matériel pédagogique à la suite de catastrophes naturelles qui ont endommagé le matériel qu'ils utilisaient. Grâce à ce matériel, les apprentissages ont continué normalement.

Dans l'optique de faire participer à la réponse les personnes affectées, une grande équipe de 1 200 points focaux scolaires (150 directeurs, 450 enseignants, 300 parents membres des CGE et 300 élèves) a été formée sur la sensibilisation (surtout en lien avec la Covid-19), l'assistance psychosociale des personnes affectées ainsi que sur la prévention et la réponse aux VBGs.

Globalement, la réponse apportée par les membres du secteur a été très bonne car elle a permis d'éviter l'abandon scolaire de près de 50 000 enfants qui étaient dans le risque et a facilité la continuité des apprentissages dans les écoles affectées. 35% de la cible totale annuelle du secteur a été déjà réalisée, et les préparatifs pour une réponse plus consistante qui permettra le retour et le maintien à l'école des enfants affectés par les urgences (avec la rentrée scolaire 2021-2022) avancent bien.

Tous les membres du secteur ont été encouragés, à travers les réunions de coordination, à intégrer dans leurs programmes des mécanismes de surveillance et de gestion des cas d'abus et d'exploitation sexuels, notamment la mise en place de codes de conduite, de canaux clairs de rapportage des incidents, mais aussi des points focaux pour le monitoring des incidents.

Également, les réponses apportées par le secteur se sont basées sur des évaluations faites sur le terrain avec la participation des acteurs étatiques et les représentants des personnes affectées, ce qui a permis d'éviter des conflits liés à l'assistance.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Garantir aux 65k filles et aux garçons en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les mouvements de populations et aux autres enfants à besoins spécifiques, un accès équitable à une éducation de qualité adaptée à leurs besoins socio-émotionnels et inclusive

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de salles de classes endommagées réhabilitées et équipées	300	29	29	9,7%
Nombre d'enfants âgés de 3 à 16 ans (dont au moins 50 pour cent de filles) bénéficieront de kits scolaires	150 662	53 662	14 439	9,6%
Nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans (dont au moins 50 pour cent de filles) bénéficiant de cours de rattrapage	145 000	15 955	9 951	6,9%
Nombre d'enfants ayant bénéficié des repas	34 000	31 315	31 315	92,1%
Nombre de filles vulnérables ayant bénéficié des kits de dignité	40 000	14 357	8 535	21,3%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Renforcer les capacités de 2,000 professionnels de l'éducation en ESU

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de campagnes de sensibilisation communautaire sur l'importance de l'éducation et sa gestion en situation d'urgence sont organisées	50	21	21	42,0%
Nombre de parents membres des comités de gestion d'école formés sur l'éducation dans les situations d'urgence, y inclut la prévention et la gestion des conflits	634	12 79	1 279	201,7%
Nombre du personnel enseignant formés sur l'éducation dans les situations d'urgence, y inclut la prévention et la gestion des conflits	6 621	981	528	8,0%

3. Capacité opérationnelle

Le secteur de l'éducation possède des capacités techniques suffisantes pour répondre aux urgences actuelles. Cependant, bien que les financements accordés au secteur notamment par le Partenariat mondial pour l'éducation constituent un atout important au niveau des capacités opérationnelles, les ressources disponibles ne permettent pas de couvrir tous les besoins sur le terrain, surtout en matière de réhabilitation des infrastructures scolaires et de remplacement du matériel pédagogique endommagé par les intempéries. Plusieurs centaines de salles de classe seront réhabilitées au cours du deuxième semestre, mais les besoins restent toujours énormes dans ce domaine.

La [dernière cartographie réalisée en avril 2021](#) par le Groupe de travail sur l'éducation dans les situations d'urgence démontre 13 partenaires actifs. Ces partenaires sont 6 ONG locales, 5 ONG internationales

4. Regard vers l'avenir

En vue de surmonter les défis rencontrés au premier semestre de 2021, un certain nombre d'actions sont déjà envisagées par le secteur :

- Afin de faciliter une réponse en temps utile, le secteur renforcera le mécanisme de collecte et de partage d'informations sur les situations d'urgence. Le renforcement consistera en la fourniture d'outils de collecte de données (tablettes) aux acteurs éducatifs dans les provinces et en formations sur l'utilisation de ces outils et le rapportage sûr des informations. Cela rendra possible la mise à jour régulière de la situation, même en cas de contrainte de mouvement du côté de l'équipe humanitaire.
- Des missions de suivi sur le terrain seront organisées afin de continuer à suivre les progrès dans la mise en œuvre des objectifs du secteur et adapter la réponse si nécessaire.
- Le travail de mobilisation des fonds sera poursuivi afin de renforcer la réponse face aux besoins qui restent élevés dans le secteur de l'éducation. En effet, il est vrai que le secteur a déjà reçu plus de 100% du financement qui était planifié dans le

et 2 agences des UN. Leurs programmes sont répartis dans toutes les provinces du pays mais à des niveaux de couverture différents, allant de 2 à 8 partenaires par province.

Certains acteurs ne sont pas réguliers dans le rapportage de leurs réalisations, ce qui ne permet pas d'avoir une vision globale de la réponse apportée par le secteur par rapport aux objectifs du HRP. D'autres ne fournissent pas tous les détails demandés, notamment la désagrégation des chiffres par catégories de bénéficiaires malgré les orientations claires données. Au premier trimestre, seuls 10 partenaires ont rapporté leurs réalisations. Au deuxième trimestre, seuls 7 partenaires ont rapporté leurs réalisations. La coordination du secteur continue à encourager les partenaires sur ces points et à apporter l'appui technique nécessaire pour relever ce défi.

cadre du HRP 2021, mais les nouvelles catastrophes survenues au cours de l'année ont rendu persistants les besoins. En plus, la probabilité que d'autres catastrophes se produisent dans les mois prochains n'est pas à écarter avec la nouvelle saison des pluies qui commence généralement avec le troisième trimestre de l'année civile, correspondant au premier trimestre de l'année scolaire. Le financement déjà mobilisé par l'UNICEF pour les urgences en éducation 2021 est de 10 132 116 USD. Ce financement humanitaire n'a pas été rapporté via l'outil de suivi de financement (FTS). En parallèle, des financements humanitaires déjà mobilisés par les autres membres du secteur sont encore entrain d'être identifiés.

NUTRITION

 PERSONNES CIBLÉES 478k sur 704k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 175k* sur 478k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 4	 FINANCEMENT 43,2% reçu au 30 juin 2021 sur \$14,1M requis

* Le secteur a assisté 175 389 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 185 962 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 312 870 personnes.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	260 000 enfants de moins de 5 ans filles et garçons et 61 000 femmes enceintes et allaitantes malnutris aigus y compris les 5 200 retournés, les 2 740 déplacés internes y compris les personnes à besoin spécifiques ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë	326 345	68 258	68 258	20,9%
OS 2	Fourniture d'assistance humanitaire aux mères, tuteurs et gardiennes d'enfants pour prévenir la malnutrition et renforcer la résilience	219 731	244 612	107 131	48,8%

2. Réalisations

Dans son plan de réponse humanitaire, le secteur nutrition a planifié d'apporter une assistance aux personnes vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans (incluant les retournés, déplacés internes et personnes vivant avec handicap) dans les 16 provinces les plus affectées par la malnutrition aiguë. Les interventions du HRP sont mis en œuvre selon le standard du protocole de prise en charge intégré de la malnutrition aiguë (PCIMA) qui incluent les activités suivantes : le dépistage actif, la prise en charge des enfants et femmes atteints de malnutrition aiguë (MAS et MAM) et les activités de promotion des pratiques d'alimentation, d'hygiène et le renforcement de la résilience des communautés à travers des transferts monétaires.

Au cours du premier semestre de l'année 2021, le secteur de nutrition a atteint les objectifs du HRP à travers la mise en œuvre des interventions d'urgence de nutrition dont la prise en charge de la malnutrition aiguë. Le rapportage des données nationales du secteur nutrition montre que 43,6 % des enfants MAS, soit 25 696 nouveaux cas de MAS, ont été admis dans les 16 provinces. Le secteur nutrition continue d'avoir une bonne performance avec 91% de taux de guérison chez

les enfants MAS. Sur le caseload de la malnutrition aiguë modéré, 23 645 nouveaux cas d'enfants MAM ont été traités et 18 917 FEFA MAM ont été supplémentés. 205 768 personnes ont été sensibilisés sur la nutrition et l'hygiène y compris la prévention de la Covid-19. 3 300 ménages ont déjà bénéficié de transfert monétaire.

Les agents de santé communautaire identifiés au sein de la communauté par la communauté conduisent les séances de dépistage de la malnutrition aiguë et de sensibilisation de la population sur les pratiques familiales essentielles. Un processus participatif impliquant les membres de la communauté a été réalisé pour l'identification des bénéficiaires du transféré de cash. La mère/le père/gardien(ne) d'enfants MAS ou MAM sont sensibilisés pour l'adhérence au programme PCIMA en amenant les enfants souffrant de malnutrition aiguë aux séances de suivi et de prise en charge dans les formations sanitaires et d'assurer le suivi de la consommation d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi et les aliments supplémentaires prêt à l'emploi (l'ATPE ou ASPE) à la maison. L'introduction de l'approche parent/maman MUAC pour la prise du périmètre brachial par les mamans dans certaines localités a permis aux parents de participer à la réponse

dans l'identification précoce des enfants souffrant de la MAS.

Le personnel des ONG et des services techniques du Gouvernement ont été formés sur les violence basées sur le genre et les aspects de protection dont l'exploitation et l'abus d'autorité dans les programmes humanitaires. Pour assurer la sécurité des personnes affectées et réduire leur exposition aux risques des différentes formes de violences, les activités de PCIMA, distributions de ration et cash sont organisées les avant midi pour permettre aux accompagnants de retourner tôt dans leurs collines d'origine. Les boîtes au niveau des bureaux de zone et des centres de santé et un numéro vert pour certains partenaires servent de mécanisme de plaintes pour les bénéficiaires.

Les défis majeurs concernent :

- La faible participation et rapportage des organisations membres du secteur aux réunions de coordination qui ne facilite pas une bonne interprétation de la tendance des admissions dans les programmes de prise en charge
- Le retard dans le rapportage des activités réalisées au niveau communautaire.

Le secteur nutrition a été sous financé selon la planification du HRP. Pour répondre au besoin du secteur, les partenaires du secteur continuent le plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur des interventions de nutrition. Par ailleurs, en réponse à la crise nutritionnelle causée par le Covid-19, certains bailleurs de développement ont reconvertis les financements en fonds d'urgence qui ont contribué à la réponse du secteur. Certaines activités tel l'achat des intrants nutritionnels, les dépistages et la sensibilisation sur la nutrition et l'hygiène dans la majorité des provinces d'intervention ont été possible par ce plaidoyer stratégique du secteur. Les organisations de mise en œuvre appuieront le rapportage des activités communautaires dans le DHIS2, la plateforme du système national d'information sanitaire, qui intègre déjà les indicateurs de nutrition à assise communautaire.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : 260 000 enfants de moins de 5 ans filles et garçons et 61 000 femmes enceintes et allaitantes malnutris aigus y compris les 5 200 retournés, les 2 740 déplacés internes y compris les personnes à besoin spécifiques ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de nouveaux cas (filles, garçons) admis pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère	58 898	25 696	25 696	43,6%
Nombre de nouveaux cas (filles et garçons) admis pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée	153 020	24 557	24 557	16,0%
Nombre d'enfants dépistés pendant la période de soudure	260 272	321 563	43 438	16,7%
Nombre de FEFA MAM supplémentées	60 872	18 917	18 917	31,1%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Fourniture d'assistance humanitaire aux mères, tuteurs et gardiennes d'enfants pour prévenir la malnutrition et renforcer la résilience

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de femmes et d'hommes sensibilisés sur les PFE, l'enregistrement dès la naissance et les soins aux garçons et filles	209 731	202 331	64 850	30,9%
Nombre d'enfants de 6-23 mois ayant bénéficié d'une alimentation de couverture pendant la soudure	10 000	42 281	42 281	422,8%

Nombre de menages vulnérables bénéficiaires du cash ou autres transferts sociaux pendant la période de soudure pour réduire les risques de malnutrition chez les enfants	3 000	3 300	-	-
--	-------	-------	---	---

3. Capacité opérationnelle

05 Agences des Nations Unies (UNICEF, PAM, FAO, OMS et FIDA), les ONG internationales (6) et nationales (4) sont membres du secteur tels que World Vision, Concern Worldwide, Welthungerhilfe, Caritas Burundi, COPEL. Certains Bailleurs dont USAID/BHA et Union Européenne contribuent à la réponse et sont membres

du secteur pour la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire (HRP), et des projets de développement. Les interventions des membres du Secteur couvrent toutes les 16 provinces ciblées pour la réponse humanitaire.

4. Regard vers l'avenir

- Continuer la mobilisation de ressources et si nécessaire solliciter la reprogrammation des fonds existants auprès des bailleurs (Secteur Nutrition).
- Appuyer le rapportage des activités communautaires via le DHIS2.
- Faire le plaidoyer pour la contribution du Gouvernement pour les interventions de nutrition.

PROTECTION

 PERSONNES CIBLÉES 298k sur 450k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 41,1k* sur 298k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 20	 FINANCEMENT 2,9% reçu au 30 juin 2021 sur \$21,5M requis

* Le secteur a assisté 41 136 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 78 140 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 118 956 personnes.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Assurer un accès et une réponse immédiate et multisectorielle aux services de protection en faveur de 297, 947 personnes ciblées, y compris les survivants de VBG, les enfants séparés et non accompagnés avec une attention particulière aux personnes à besoin spécifique	297 947	123 466	41 136	13,8%
OS 2	Améliorer l'accès à la documentation civile et logement, le foncier et la propriété (LFP) aux personnes les plus vulnérables	297 947			0,0%
OS 3	Améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes cibles via le renforcement des mécanismes communautaires et nationaux	297 947	40 280	33 854	11,4%
OS 4	Renforcer les capacités de résilience des PDI, rapatriés et communautés cibles à faire face aux chocs par les activités liées aux solutions durables/ résilience / relèvement précoce	297 947	5 639	5 639	1,9%

2. Réalisations

Même si au Burundi le système de cluster n'est pas formellement activé, le Groupe Sectoriel de Protection (GSP) établi au Burundi depuis mars 2015 continue à contribuer et à améliorer la prévisibilité, le leadership, l'efficacité et la redevabilité de la réponse de protection, afin de veiller à ce que l'objectif de protection soit au cœur de l'action humanitaire. Le GSP est coordonné par le HCR conformément aux orientations de la réforme humanitaire consacrée par le Comité permanent inter-organisations (CPI/IASC) en 2013. Et la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'homme (CNIDH) assure le lead du GSP depuis janvier 2021.

En conformité avec la stratégie de l'Equipe Humanitaire Pays, en 2021, le GSP a révisé et validé son plan d'action et les termes de référence pour tous les sous-secteurs activés (VBG, Protection de l'Enfant) et les GT thématiques (logement, terre et propriété LTP et

lutte contre la Traite). Une task force pour l'élaboration de la stratégie du GSP a été mise en place et a initié l'élaboration de la stratégie pour les 2 prochaines années. Elle est composée par 4 organisations du SNU (HCR, UNICEF, UNFPA, OIM) et d'organisations partenaires (FENADEB, FOI EN ACTION, FONDATION STAMM, ASBL NTURENGAHO, AJVD, DRC, SAD, SOJPAE, ACPDH) et est soutenue par la ProCap.

Un poste ProCap a été déployé au Burundi à la fin de l'année 2020 pour appuyer l'EHP et a rédigé une feuille de route pour la mise en place de la centralité de la protection de janvier 2021 à décembre 2022 qui a été validée par l'EHP. Sur base de cette feuille de route, le GSP a proposé un plan d'action pour l'année 2021 qui a été approuvé par l'EHP en février 2021 en vue d'opérationnaliser non seulement la centralité de la protection dans une perspective alliant humanitaire

et développement du Burundi mais aussi, renforcer la capacité du secteur protection de coordonner des évaluations, des analyses et la réponse aux enjeux des personnes les plus vulnérables au Burundi. De cette manière, les objectifs stratégiques du secteur protection en 2021 sont d'assurer la coordination efficace de la réponse de protection apportée aux personnes affectées afin d'améliorer l'assistance humanitaire au Burundi à travers un processus visant à renforcer :

1) La réponse d'urgence, aux menaces et aux risques de protection affectant les personnes déplacées internes, les rapatriés et autres personnes vulnérables ;

2) L'environnement protecteur, incluant l'identification des actions de renforcement des capacités de résilience et réinsertion communautaire, avec des actions réparatrices sur les vulnérabilités les plus aiguës, particulièrement à travers la recherche de solutions durables et la préparation des communautés aux risques de protection inhérents et aux catastrophes naturelles.

Au niveau du GSP, la communication et la coordination ont été renforcées avec l'appui des deux (2) sous-groupes principaux : le sous-groupe de protection de l'enfance (PE) – coordonné par le Département de l'Enfant et de la Famille (DEF) au sein du ministère de la Solidarité nationale et l'UNICEF et le sous-groupe de violences basées sur le genre (VBG) – coordonné par UNFPA et IRC.

Des recommandations stratégiques au groupe intersectoriel de coordination du Burundi (ISC), au PAG et au EHP en matière d'inclusion des questions de protection ont été régulièrement transmises et pendant la période de révision 3 présentations ont été faites par la coordination du secteur protection sur les avancements et gaps sur la situation de protection au Burundi. Une note de plaidoyer en faveur des déplacés victimes de la montée des eaux du lac Tanganyika a été transmise au Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

En consultation avec les coordonnateurs des sous-secteurs, l'outil 4W a été finalisé, publié sur le site humanitarian response, puis partagé avec tous les acteurs du GSP. L'outil identifie l'existence de 41 organisations dont 25 ONG nationales actives sur les enjeux de protections.

Des évaluations de protection ont été effectués dans les zones affectées par les inondations. Pour plus d'efficacité dans ce travail, le GSP envisage mettre en

place une équipe d'urgence et les TDRs ont été élaborés et discutés au niveau du SAG. Les organisations ont été appelés à manifester leur intérêt pour faire partie de cette équipe.

Des formations sur différents thèmes ont été mis en place depuis janvier 2021 (formation sur la lutte contre la traite des personnes, VBG, redevabilité des personnes affectées par les crises, protection transversale, centralité de la protection dans l'action humanitaire, etc.) en collaboration avec la ProCap.

Une formation organisée par le groupe technique des solutions durables (DSWG), le GSP et le gouvernement aura lieu à la fin du mois d'août avec notamment pour but d'établir les objectifs et plan pour la mise en place de l'activité de profilage et appuyer l'analyse et besoin des activités de redevabilité, participation et autonomisation dans la réponse humanitaire et du développement ainsi comme appuyer l'analyse de protection dans la révision de la stratégie national des réinsertion et réintégration des personnes déplacées et retournées au Burundi que prend fin opérationnelle à la fin du mois de Décembre 2021.

Des activités de coordination ont été suivies pendant la période et en réponse aux inondations d'avril-mai. Ainsi, 858 personnes (492 femmes et 366 hommes) affectées de Gatumba ont été suivies pour l'obtention des documents d'identité (CNIs). Pour la période suivie, 186 CNIs ont obtenu les documents. 833 chefs de ménages comprenant globalement 1990 personnes ont reçu une assistance monétaire aux ménages plus vulnérables dans les sites de Kinyinya II, Sobel et Mafubo.

Sous-secteur protection de l'enfance

Durant la période de janvier à juin 2021, les acteurs du SSPE ont pu fournir des services de protection essentiels à 114 544 enfants, dont 39 625 ciblées dans le HRP, à travers des services multisectoriels, y compris le soutien psychosocial (PSS) pour les enfants affectés par les crises diverses, la prise en charge alternative pour les enfants privés des soins parentaux et l'orientation vers d'autres services. Ce résultat élevé prend en compte certaines interventions hors HRP dans les zones nouvelles telles que Cibitoke, Cankuzo, Kirundo, Ruyigi qui ont accueilli des vagues de retours au cours de l'année 2021 et dont les enfants étaient en besoin de prise en charge, notamment pour le soutien psychosocial et santé mentale.

Parmi les 114 544 enfants pris en charge, 49 066 (26 187 filles, 22 879 garçons) ont bénéficié du soutien

psychosocial à travers les espaces amis des enfants et la gestion des cas. Ces interventions ont été facilitées par 165 mécanismes communautaires à Gatumba, Rumonge, Bubanza, Cibitoke et dans les centres d'accueil de Bujumbura.

Au cours de cette période, 1 059 enfants non accompagnés et séparés (dont 535 filles) ont été documentés et ont bénéficié d'une prise en charge alternative, d'une recherche et réunification familiale et d'un suivi.

Les acteurs du SSPE ont renforcé la sensibilisation et la prévention de la violence, abus et exploitation. Les acteurs du SSPE ont également soutenu les activités d'enregistrement des naissances pour 7 781 enfants (3 853 filles, 3 928 garçons), y compris ceux touchés par les inondations.

Pour assurer la pérennité des résultats, les acteurs du SSPE ont assuré le renforcement de capacités de 12 276 membres (2 902 femmes ; 9 811 hommes) des comités de protection et les structures gouvernementales telles que les CDFC, CPE et les Groupes de solidarité.

Succès et faiblesses dans la réalisation des activités :

- Capacités de déploiement et réponse d'urgence des acteurs du SSPE de plus en plus renforcées, ce qui a facilité la réponse dans les sites de déplacés.
- Disponibilité des fonds CERF et capacités de mobilisation des ressources supplémentaires pour couvrir les gaps.
- Adaptation des programmes des acteurs du SSPE pour assurer des interventions adaptées au contexte de la pandémie à la Covid-19, y compris le soutien psychosocial et santé mentale.
- Renforcement de la coordination des acteurs sous le leadership du Ministère de la Solidarité nationale, y compris dans les provinces affectées par les urgences humanitaires.
- Réponse basée sur l'approche communautaire et système de protection déjà existant à travers les CDFC, les CPE, les GS, etc. qui ont permis d'atteindre plus d'enfants que planifiés.
- Nombre limité d'acteurs du SSPE ayant des capacités de réponse en protection de l'enfant en situation d'urgence.
- Faible mobilisation de ressources pour assurer une réponse holistique des enfants affectés par les crises.

Défis/contraintes rencontrées et pistes de solutions :

- Covid-19 : limitations des suivis des enfants et d'offre des services de qualité aux enfants.
- Fonds humanitaires réduits et non accessibles à un important nombre d'acteurs.

Analyse des réalisations par rapport aux financements et aux défis:

En 2021, la mobilisation de ressources pour la couverture des besoins en protection de l'enfant est restée une inquiétude. Il est constaté que malgré cette faible mobilisation, la cible du HRP a été atteinte et même dépassés pour certains indicateurs tels que le soutien psychosocial et santé mentale aux enfants affectés par les crises. Les stratégies et/ou approche communautaire mises en place ont été principalement à la base de l'atteinte de ces résultats.

Sous-secteur violence basée sur le genre (VBG)

Durant les mois de janvier à juin, 41 697 personnes, dont 31 488 ciblées dans le HRP ont été assistées et ont eu accès aux services de VBG contre 175 684 attendus en 2021. 4 412 survivant(e)s des VBG, dont 1 668 ciblées dans le HRP, ont eu accès à au moins un des services de prise en charge (médicale, psychosociale, juridique, matérielle y compris en kits de dignité ainsi qu'en hébergement protégé).

Succès et faiblesses dans la réalisation des activités :

Plusieurs aspects ont concouru à la réalisation de ces résultats y compris :

- le fort engagement et implication des acteurs VBG sur le terrain
- le déploiement de la coordination pour la réponse aux situations d'urgence à la suite des catastrophes naturelles (par exemple Gatumba et Rumonge)
- le rapprochement entre la délégation de l'union européenne au Burundi et le sous-secteur VBG pour la coordination sur les questions VBG
- le financement d'un projet régional sur la collecte des données sur les VBG pour renforcer l'analyse et la visibilité des questions de VBG dans le cycle de planification humanitaire 2022
- la formation des acteurs VBG sur les questions pratiques de VBG en situation d'urgence.

Défis/contraintes rencontrées et pistes de solutions :

La mobilisation des ressources et financement reste limité. Il a été constaté que beaucoup d'activités

de sensibilisation sont menées mais la prise en charge reste très limitée. L'implication des structures communautaires (directions provinciales de développement communautaire et social) dans la prise en charge et réinsertion communautaire était d'une importance capitale. Dans le souci de faire évoluer cette problématique de financement, la coordination du sous-secteur propose de renforcer la coordination des bailleurs afin que les opérateurs puissent apporter une réponse holistique couvrant l'ensemble du territoire burundais. Dans ce sens, une enquête sera lancée très prochainement et un outil sera proposé afin de compiler les stratégies en cours et à venir des bailleurs sur les VBG.

Par ailleurs l'analyse des risques de protection, y compris les risques VBG, n'est pas systématiquement intégrée par d'autres secteurs dans les évaluations des besoins à travers le MIRA ou autres évaluations sectorielles et des activités de mitigation de ces risques ne sont pas systématiquement intégrées et budgétisées dans les programmes des autres secteurs. L'absence actuelle d'un cadre de monitoring au sein du secteur protection ne permet pas une analyse globale de la situation. Couverture de services plus spécialisés, il est rare que les survivantes soient complètement prises en charge et certains soins ne sont pas couverts tel que les radios, les scanners ou les tests divers.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer un accès et une réponse immédiate et multisectorielle aux services de protection en faveur de 297, 947 personnes ciblées, y compris les survivants de VBG, les enfants séparés et non accompagnés avec une attention particulière aux personnes à besoin spécifique

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Prise en charge des survivants au niveau médical, psychosocial et psychologique	13 918	4 412	1 668	12,0%
Nombre de filles et garçons, ayant bénéficié d'au moins un service essentiel de protection de l'enfance y compris Soutien Psychosocial, Réunification familiale, prise en charge alternatives d'urgence, assistance légale et soutien à la réinsertion.	170 111	117 995	44 838	26,4%
Nombre d'enfants séparés et non accompagnés documentés qui bénéficient de la prise en charge alternative, de la recherche et réunification familiale et d'un suivi	1 650	1 059	215	13,0%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Améliorer l'accès à la documentation civile et logement, le foncier et la propriété (LFP) aux personnes les plus vulnérables

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de filles et garçons non enregistrés à la naissance ayant reçu un extrait d'acte de naissance	146 457	37 781	37 674	25,7%

Objectif sectoriel 3 (OS 3) : Améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes cibles via le renforcement des mécanismes communautaires et nationaux

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de filles, garçons, femmes et hommes sensibilisés à des questions de protection et aux mécanismes de protection en place	14 890	39 252	32 826	220,5%
Nombre de personnes formées (désagrégées par sexe, catégories)	1 000	1 028	1 028	102,8%

Objectif sectoriel 4 (OS 4) : Renforcer les capacités de résilience des PDI, rapatriés et communautés cibles à faire face aux chocs par les activités liées aux solutions durables/ résilience / relèvement précoce

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de femmes et filles chefs de ménages ayant des interventions en cash pour répondre à leur besoin de base et renforcer leur capacités de résilience et autonomie financière	7 023	5 639	5 639	80,3%

3. Capacité opérationnelle

Selon le HRP 2021, 2,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire et le plan d'action vise à répondre à 1,6 million de personnes ciblées. Au total, \$21,5 millions ont été demandés pour des activités de protection ciblant les rapatriés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans le besoin. Au total \$630 000 ont été reçus par le secteur Protection au 30 juin 2021, soit 2,9% des fonds requis pour le HRP 2021. (source : site web FTS). Des 20 projets de protection qui ont été soumis un seul projet a été financé portant sur la protection VBG à \$349 737 et d'autre fonds - \$280 263 reçus parfois pour des projets intersectoriels.

Sous-secteur protection de l'enfance

En plus des acteurs du Gouvernement, les acteurs du sous-secteur PE ont été présents dans l'ensemble du pays, avec une forte présence à Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Rumonge, Rutana, Makamba, Ruyigi, Muyinga, Kirundo et Ngozi. Les acteurs interviennent sur l'ensemble des vulnérabilités identifiées lors de l'élaboration du HNO et HRP 2021, en plus de la réponse aux crises naturelles (inondations, éboulements, déficit hydrique, etc.).

Sous-secteur violence basée sur le genre (VBG)

Malgré les ressources limitées, on observe un engagement de la part des acteurs ONG nationales dans la prévention et réponse aux VBG. Cependant, il y a une inégale répartition des acteurs VBG sur le territoire avec une forte présence dans les zones urbaines. On observe dans certaines zones une absence de structure pour abriter les services de base, telles que les centres de santé par exemple. Globalement, le manque de capacité de réponse matérielle (kits post viol, kits de dignité, kits de première nécessité, kits hygiène, etc..) et en ressources humaines ne permet pas d'assurer les services d'assistance immédiate/d'urgence en protection. Soulignons que la présence des structures à la base telles que les directions provinciales de développement communautaire et social joue un rôle important dans la sensibilisation, le référencement et la réintégration sociale des survivants de VBG. Un effort particulier devra être fourni durant les 6 prochains mois de la réponse pour permettre aux ONG nationales et structures communautaires, indispensables, d'étendre et renforcer l'apport d'un service minimum de protection auprès des personnes les plus vulnérables telles que les survivants de violences sexuelles et basées sur le genre.

4. Regard vers l'avenir

- Continuer le suivi des allocations HRP 2021, et organisation des réunions avec les donateurs pour mobiliser des ressources et appuyer les activités de protection proposées par les membres et acteurs de protection au Burundi.
- Continuer le plaidoyer auprès des acteurs nationaux, lors de toutes les réunions du HCT et des forums de solutions durables, pour la centralité de

la protection et des réponses d'urgence qui donnent la priorité et la centralité à la protection des populations affectées et des activités que proposent clairement des résultats à long terme plutôt que des solutions à court terme.

Protection de l'enfance

- Au-delà des efforts de coordination et du renforcement de l'accès et la qualité de la réponse protection de l'enfant en situation d'urgence, les acteurs du SSPE vont rendre opérationnel l'approche « Système de protection » de l'enfant basée sur les acquis des interventions en cours, orienter les interventions vers les stratégies du triple NEXUS (Humanitaire – Paix – Développement) et construire la résilience des communautés, notamment à travers les groupes de solidarités, les comités de protection de l'enfant et le renforcement des capacités des CDFC. Bref : Les interventions en protection de l'enfant seront basées sur les initiatives communautaires déjà en place et seront intégrées dans les autres programmes existants tels que l'Education, la Santé-Nutrition et le Wash en vue d'assurer aux enfants un accès aux services de protection plus holistiques/multisectoriels. Ainsi, les alliances seront nouées et les acteurs de PE participeront aux réunions, stratégies des autres secteurs clés cités ci-haut.
- Les acteurs du SSPE vont également renforcer les stratégies de mobilisation des ressources .
- Durant la 2e période de l'année 2021, des efforts seront fournis pour assurer la standardisation et la mise à disposition des outils aux membres du sous-secteur, notamment les outils de gestion des cas et de collecte des données, les stratégies sur la prise en charge alternative à travers les familles d'accueil, le soutien psychosocial et santé mentale et la gestion des enfants en situation de rue.

Protection VBG

- Collecte des données sur les VBG afin de renforcer l'analyse sur les questions VBG dans le plan de réponse humanitaire et aperçu des besoins humanitaires.
- Renforcer la coordination avec les autres secteurs et sous-secteurs pour assurer que les questions VBG sont prises en compte.
- Renforcer les messages sur les conséquences des viols et les avantages d'accéder au service dans le délai pour augmenter l'accès pour les survivantes dans les 72 heures.
- Finaliser l'actualisation des 4 W du sous-groupe VBG pour avoir une cartographie de prestataires et système de référencement VBG opérationnel.
- Conduire une évaluation des capacités des prestataires VBG dans la gestion de cas pour s'assurer de la qualité de services fournis.
- Mener le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et les ONG avec l'expertise pour le renforcement des activités de socio-économique pour les survivantes de VBG.

SANTÉ

 PERSONNES CIBLÉES 269k sur 578k dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 4,86k* sur 269k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 10	 FINANCEMENT au 30 juin 2021 17% reçu sur \$7,5M requis

* Le secteur a assisté 4 863 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour 269 207 personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoins spécifiques	269 207	23 653	4 863	1,8%
OS 2	Prévenir la propagation des maladies, y compris celles à potentiel épidémique, à travers des activités de mise en place de système d'alerte précoce et de promotion de la santé dans les communautés	269 207	658 200	-	-

2. Réalisations

Pour le 1er semestre de cette année, les principales réalisations du secteur santé sont les suivantes :

- 4 612 déplacés internes ont bénéficié d'une prise en charge dans la province sanitaire de Bujumbura. La prise en charge des déplacés des sites constitués sur le littoral du Lac Tanganyika, dans la province de Bujumbura en commune Mutimbuzi, était particulièrement orientée vers la prise en charge des pathologies courantes (paludismes, Infections respiratoires aiguë, maladies diarrhéiques...).
- Des stocks d'urgence ont été constitués dans les districts des provinces sanitaires de Mwaro, Muramvya, Makamba et Muyinga. Ces stocks leur permettront de faire face à des éventuelles Urgences Sanitaires.
- Renforcement du système d'alerte précoce dans les provinces sanitaires de Bujumbura, Kirundo, Muyinga et Makamba. Ce renforcement a constitué essentiellement dans la formation des prestataires de soins - Agents de Santé Communautaire - leader communautaires sur la Surveillance des maladies à potentiel épidémique et le renforcement des capacités du pays dans la surveillance aux Points d'entrée.

- 251 personnes victimes des catastrophes et autres urgences humanitaires ont bénéficié d'une prise en charge psychologique et d'un soutien psychosocial dans la province sanitaire de Bujumbura.
- Sensibilisation de 658 200 personnes sur les bonnes pratiques d'hygiène en situation d'urgence dans la province de Kirundo (commune de Bwambarangwe, Kirundo, Busoni, Bugabira et Gitobe).

Dans le cadre de la prise en charge médicale des victimes des inondations, plusieurs actions ont été mises en place pour assurer la protection des personnes assistées. Il s'agit en particulier de : (1) la protection des données des personnes assistées au sein des structures de prises en charge (dossier médical confidentiel), (2) prise en charge de toutes personnes vulnérables déplacées sans tenir compte de l'âge, du sexe ou de la provenance (nationalité), (3) disponibilité des unités de prise en charge sanitaire des victimes de VBG respectant la confidentialité.

Aussi, pour assurer la redevabilité auprès des personnes affectées, des séances d'informations et de collectes des feedbacks ont été organisées au début et pendant l'action de réponse. Ces séances consistent à des échanges interactifs organisés avec les communautés

sur les postes avancées mises en place dans les sites des déplacés. Elles permettent de comprendre les attentes des communautés affectées et ainsi pouvoir réajuster les actions de réponses mises en œuvre.

Bien que le secteur santé a pu réaliser ces performances des défis n'ont pas manqué notamment :

- Une faible disponibilité des ressources pour répondre pleinement au besoin des populations.
- Perturbation du fonctionnement de plusieurs institutions (étatiques et autres) suite de la pandémie de la Covid-19
- Des défis liés à la collecte des données désagrégées par tranche d'âge, par sexe et handicap

- Des défis liés à la collecte des données désagrégées par âge et le sexe en rapport avec des personnes ayant bénéficiées de prises en charge médicale.

Une analyse faite sur les réalisations suivant les financements reçus par le secteur montre que, pour ce 1er semestre, le secteur santé a reçu des fonds combinés à d'autres secteurs au sein des organisations récipiendaires. Ceci ne permet pas de faire aisément la part des choses entre les fonds alloués à la santé au reste des financements.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour 269 207 personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoins spécifiques

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de personnes cibles qui ont reçu un traitement adéquat	269 207	9 954	9 954	1,8%
Nombre de districts sanitaires qui ont un stock d'urgence suivant les besoins prédéfinis	47	7	5	19,1%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Prévenir la propagation des maladies, y compris celles à potentiel épidémique, à travers des activités de mise en place de système d'alerte précoce et de promotion de la santé dans les communautés

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de personnes sensibilisés	269 207	658 200	-	-
Nombre de district avec un système d'alerte précoce fonctionnel	47	5	-	-

3. Capacité opérationnelle

Pour cette année 2021 le secteur santé demeure avec une présence opérationnelle conséquente sur terrain avec 29 Organisations opérationnelles sur terrain

dont, 5 agences du Système des Nations Unies, 20 Organisations Internationales et 4 Organisations Nationales.

4. Regard vers l'avenir

La coordination du groupe sectoriel santé a été renforcée et contribue à la coordination des activités de gestion de crises humanitaires auxquelles le pays fait face.

Dans l'avenir le secteur santé devra :

- Renforcer ses capacités à travailler avec d'autres secteurs, plus particulièrement le secteur nutrition, le secteur WASH et le secteur protection.
- Maintenir des efforts pour avoir un 5 W régulièrement mis à jour et correctement rempli par les organisations avec les détails requis sur les données (désagrégation des données liées aux réalisations).
- Continuer la mobilisation des ressources pour avoir des fonds suffisants pour la réponse aux Urgences Sanitaires.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

 PERSONNES CIBLÉES 737k sur 2,0M dans le besoin	 PERSONNES ASSISTÉES 354k* sur 737k ciblées
 PROJETS DANS LE HRP 8	 FINANCEMENT 47,6% reçu au 30 juin 2021 sur \$25,8M requis

* Le secteur a assisté 354 133 personnes dans le cadre des interventions prévues dans le HRP 2021. Parallèlement, 1 000 personnes ont été assistées par des interventions en dehors du HRP. Cela porte la réalisation totale du secteur (HRP et hors HRP) à 355 133 personnes.

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
OS 1	Améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de 737 000 personnes les plus vulnérables à travers un apport direct en vivres et/ou en transferts monétaires non conditionnels afin d'assurer leur survie	737 000	355 133	354 133	48,1%
OS 2	Restaurer les moyens de subsistance de 98 130 ménages (environ 490 000 personnes) bénéficiant de l'assistance de survie en vue de renforcer leur autonomie à la suite des chocs divers	98 130	87 438	65 910	67,2%

2. Réalisations

Dans sa réponse du premier semestre 2021, le secteur SAME a touché environ 48% de sa cible globale soit 354 133 des 737 000 personnes devant être assistées durant toute l'année 2021. Environ 17% ont bénéficié de Transfert monétaires pour leur alimentation, 9% ont bénéficié de Transferts Monétaires pour la création d'actifs productifs (tels que des jardins de case, compostières, pistes de dessertes, 2% des personnes ciblées ont été assistés en AGR et 1% ont bénéficié des activités de la catégorie des Association Villageoise d'Épargne et Crédit (VSLA).

L'essentielle de l'assistance a été principalement orientée dans la zone du littoral du Lac Tanganyika (Bujumbura, Rumonge, Bubanza et Cibitoke) doublement affectée par les inondations persistantes (montée des eaux du lac) et l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 ainsi que dans le Nord du pays (province Kirundo) ayant été affecté par le déficit hydrique pendant la première saison culturale.

Parmi les majeurs défis à la performance de la réponse sectorielle, on note en particulier le retard dans la mobilisation des ressources pour répondre aux urgences en temps utile ainsi que le cas de la persistance des inondations à l'Ouest du pays qui créé

la dépendance à l'aide pour les victimes qui restent plus que prévu dans les sites ou en famille d'accueil.

La réponse sectorielle combinant les modalités en nature et transfert monétaire a non seulement permis de sauver des vies en évitant ponctuellement la détérioration nutritionnelle, mais a également permis à certaines familles de relancer leurs moyens de subsistance.

La participation des bénéficiaires et communautés des bénéficiaires a été assurée à travers leur implication dans les évaluations rapides à travers les discussions menées avec les groupes de concertation par catégories représentatives et avec les informateurs clés au niveau communautaires (ex. évaluations multisectorielles en janvier à Kirundo, Avril et mai 2021 dans la zone du littoral, les bulletins mensuels d'alerte mVAM, les enquêtes FSMS de mars 2021 et ENAB 2021A) ainsi que dans leur implication de tout le processus d'identification des bénéficiaires jusqu'à l'appréciation du processus d'assistance à la fin à travers les exercices de post suivi distributions. Le processus d'assistance a également veillé à la transparence avec l'annonce publique des critères de ciblage et la liste des bénéficiaires.

En vue de garantir la redevabilité, les activités d'assistance du secteur SAME ont été accompagnées par la mise en place et l'annonce des mécanismes de feedback sur l'assistance (ex. tables de plaintes pendant les distributions, l'annonce de la hotline 311 mis en place par le PAM pour la gestion des plaintes et de feedback sur l'assistance ainsi que la hotline 109 mise en place par la CRB pour les alertes diverses).

Le processus d'assistance du secteur est minutieusement contrôlé pour assurer la sécurité et la protection (voir en annexe les aspects sur lesquels le PDM porte) des plus vulnérables notamment dans le choix des sites de distribution (veiller à ce que les sites soient les plus proches des bénéficiaires), dans la détermination des heures (permettant aux bénéficiaires de rentrer à temps) de distribution de l'assistance et dans l'emballage (pour la dignité des bénéficiaires et surtout pratiques pour les vulnérables avec peu de forces physiques, permettre à ce que leur assistance soit collectée par un tuteur) de l'assistance en nature ainsi que le déploiement des équipes du suivi/monitoring pendant la distribution, profiter pour la sensibilisation contre la pandémie de Covid-19.

A titre référentiel, le mécanisme d'informations retours sur l'assistance du PAM montre que plus de 50% des cas proviennent des opérations d'urgence et dont les sujets essentiels sont résumés dans le graphique suivant.



Pour garantir la transparence sur l'assistance, le processus d'assistance comprend l'annonce de l'assistance prévue pour chaque bénéficiaire et celle des mécanismes de plainte en cas d'insatisfaction.

Face aux défis de besoins d'urgence croissants vis à vis des ressources/financements, le secteur SAME a concentré l'assistance sur les plus affectées notamment les personnes déplacées sur sites à la suite des inondations au détriment des autres vulnérables. Par ailleurs avec l'urgence des inondations, certains acteurs dont les activités portent essentiellement sur la résilience/développement ont pu consentir une partie des ressources à cette urgence.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de 737 000 personnes les plus vulnérables à travers un apport direct en vivres et/ou en transferts monétaires non conditionnels afin d'assurer leur survie

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de personnes désagrégées par sexe ayant bénéficié d'une assistance alimentaire en nature	441 600	228 981	227 981	51,6%
Nombre de personnes ayant bénéficié de transfert monétaire non conditionnel	294 400	126 152	126 152	42,9%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Restaurer les moyens de subsistance de 98 130 ménages (environ 490 000 personnes) bénéficiant de l'assistance de survie en vue de renforcer leur autonomie à la suite des chocs divers

Nombre de participants ayant bénéficié des AGR (myciculture, petit élevage, pisciculture, apiculture et maraîchage)

INDICATEURS	CIBLE HRP	RÉALISATION HRP et Hors HRP	RÉALISATION HRP	COUVERTURE HRP AU 30 JUIN
Nombre de participants bénéficiaires de TM (cash) pour la création des actifs productifs	9 823	65 910	65 910	671,0%

Nombre de familles d'agriculteurs vulnérables bénéficiaires d'intrants agricoles de qualité	78 584	729	-	-
Nombre de participants ayant bénéficié des AGR (myciculture, petit élevage, pisciculture, apiculture et maraîchage)	4 912	15 399	-	-
Nombre de participants aux activités de VSLA	4 912	5 400		

3. Capacité opérationnelle

Les partenaires humanitaires intervenant dans le secteur SAME comprennent le MINEAGRIE assurant d'office le Lead Sectoriel avec le Colead du PAM et de la FAO. Le secteur SAME compte également les agences UN, 16 ONG internationales (CWW, WVI, CRS, CA, FHI, Christian, Action Aid, WHH, FLM, OXFAM, CARE, LVIA, ZOA, Sendacow, IRC), 5 ONG locales (PACT, OPIRICO, Caritas Burundi, CRB, CEPRODILIC) pour la couverture de l'ensemble de toutes les provinces du pays. Certes les membres du SAME sont présents dans tout le pays mais leurs interventions sont à cheval sur les questions de développement et d'urgences avec très peu de ressources sur les besoins humanitaires (actions exemple seuls 4 acteurs ont déjà mis à jour leurs 5W.

4. Regard vers l'avenir

Sur base de la documentation régulière de l'évolution de la situation humanitaire :

- Le secteur renforcera son plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources nécessaires afin d'apporter une assistance adéquate aux populations cibles

ponctuelles).

Les acteurs membres du GSSAME ont régulièrement participé dans le processus d'analyse des besoins et planification de la réponse ainsi que dans les évaluations adhoc (ex. MIRA, IPC...), par contre seuls 7 acteurs (FAO, PAM, WVI, WHH, FHI, CA et CWW) ont posté des projets dans la plateforme « project module ».

Les acteurs ont régulièrement participé aux réunions mensuelles ont pu se convenir sur un plan de travail annuel.

Par contre le niveau de rapportage des acteurs reste insuffisant (retards et faible participation) ainsi par

affectées par les diverses conditions humanitaires.

- et fera également le point sur l'analyse du risque de l'inaction (coûts et conséquences).
- Finalisation de la stratégie sectorielle assortie d'une approche et kits d'interventions harmonisés et validés par le GSSAME.

ACRONYMES

ACPDH	Association Communautaire pour La Promotion et la Protection des Droits de l'Homme	DRC	Danish Refugee Council
AGR	Activité Génératrice de Revenus	DSWG	Durable solutions working group
AJVD	Action d'Assistance des Jeunes Vulnérables	EHA (WASH)	Eau, hygiène et assainissement
ANA (NFI)	Articles Non Alimentaires	EHP (HCT)	Equipe humanitaire Pays
ASBL	Association sans but lucratif	ENAB	Enquête Nationale Agricole du Burundi
ASPE	Aliments supplémentaires prêt à l'emploi	ESU	Education en situation d'urgence
ATPE	Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi	FAO	Food & Agriculture Organization of the United Nations
BHA	Bureau for Humanitarian Assistance	FECABU	Fraternité Evangelique du Christ en Afrique au Burundi
CA	Christian Aid	FEFA	Femmes enceintes et femmes allaitantes
CDFC	Centres de Développement Familial et Communautaire	FENADEB	Fédération Nationale des Associations Engagées dans le Domaine de l'Enfance au Burundi
CEPRODILIC	Centre de Production et de Distribution de la Littérature Chrétienne	FHI	Family Health International
CERF	Central Emergency Response Fund	FIDA	Fonds international de développement agricole
CGE	Comité de gestion des écoles	FLM	Fonds Luthérien Mondial
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs	FSMS	Food Security Monitoring Systems
CNEB	Conseil National des Eglises du Burundi	FTS	Financial tracking system
CNI	Carte nationale d'identité	GBVIMS	Système de Gestion d'Information lié aux Violences Basées sur le Genre
CNIDH	Commission nationale et indépendante de droits de l'homme	GS	Groupe sectoriel
COPEP	Conseil pour l'éducation et le développement	GSP	Groupe sectoriel protection
CPE	Centre de Protection de l'Enfance	GSSAME (SAME)	Groupe sectoriel Sécurité alimentaire et moyens d'existence
CPI/IASC	Comité permanent interorganisations	GT	Groupe de travail
CRB	Croix-Rouge du Burundi	HCR	Haut Commissariat des Réfugiés
CRS	Catholic Relief Services	HNO	Humanitarian Needs Overview (Aperçu des besoins humanitaires)
CWW	Concern Worldwide	HPC	Humanitarian Program Cycle (Cycle de Programme Humanitaire)
DHIS2	District Health Information Software	IASC	Inter-Agency Standing Committee
DIH	Droit International Humanitaire		

IPC	Integrated phase classification (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire)	PIM	Gestion de l'information de protection
IRC	International Rescue Committee	HRP	Plan de réponse humanitaire
ISC	Groupe de coordination intersectoriel	PSS	Psychosocial Support (Soutien psychosocial)
JIAF	Joint Intersectoral Analysis Framework	RCBIF	Réseau des confessions Religieuses pour la promotion de la santé et le bien intégral de la Famille
JIPS	Joint IDP Profiling Services	RPM	Response Planning and Monitoring
LFP	Logement, Foncier et Propriété	SAD	Social Action for Development
LTP	Logement, terre et propriété	SAG	Strategic Advisory Group
LVIA	Association Internationale Laïcs Volontaires	SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée	SNU	Système des Nations Unies
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère	SOJPAE	Solidarité de la Jeunesse Chrétienne pour la Paix et l'Enfance au Burundi
MIRA	Multi-Cluster/Sector Initial Rapid Assessment	SSPE	Sous secteur Protection de l'enfance
MUAC	Mid-upper arm circumference	STAMM	Fondation Stamm
NNGO	Organisation Non Gouvernementale Nationale	TDR	Terme de référence
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	TM	Transfert monétaire
OIM	Organisation Internationale pour la Migration	UN	United Nations (Nations Unies)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
ONG (NGO)	Organisation Non Gouvernementale	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ONGI (INGO)	Organisation Non Gouvernementale Internationale	UNW	ONU Femmes
OPIRCO	Organisation Pour La Prévention Et L'intervention Contre Les Risques Et Contingences	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
PAM	Programme Alimentaire Mondiale	USD	Dollar américain
PCIMA	Protocole prise en charge intégré de la malnutrition aigüe	VAM	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
PDI	Personnes déplacées internes	VBG	Violences Basées sur le Genre
PDM	Post Distribution Monitoring	VSLA	Association Villageoise d'Épargne et Crédit
PEAB	Province de l'Église Anglicane du Burundi	WHH	Welthunger Hilfe
PFE	Pratiques familiales essentielles	WVI	World Vision International

Rapport de suivi périodique

Plan de Réponse Humanitaire - Burundi

Janvier - juin 2021